RAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION D'ÉTUDES

AU CONSEIL CENTRAL

53^e RÉUNION ANNUELLE DE L'UIM

DAKAR, SÉNÉGAL

10 novembre 2010

Voici le sujet de discussion de la deuxième commission d'études cette année : les questions en matière civile concernant la protection de la vie privée (un accent particulier étant porté sur les sujets visés par Internet). Il y a eu 26 réponses au questionnaire qu'on a fait circuler aux associations membres. Un résumé des réponses a été préparé et adopté par la commission d'études; il sera déposé auprès du secrétariat avec le rapport.

La question de la protection de la vie privée a donné lieu à une discussion animée et saine entre les représentants qui ont participé aux réunions hier et lundi. La confiance générale de ces discussions se reflète dans le rapport sommaire qui a été déposé. Cela étant, nous mettons en évidence les observations suivantes :

- 1) En termes de lois applicables à la protection de la vie privée dans les divers systèmes juridiques, la commission d'études a noté que tous les pays reconnaissent le droit à la vie privée d'une manière ou d'une autre. De nombreux pays affirment que le droit à la vie privée est enchâssé dans leur constitution. Dans d'autres pays, le droit à la vie privée est reconnu dans le cadre d'une loi ou de la jurisprudence naissante. Le droit se manifeste dans les dispositions du code civil, la loi sur la protection de la vie privée, les demandes formulées en common law et, dans certains pays, par leur adhésion à des conventions internationales.
- 2) La commission d'études a aussi noté qu'avec l'utilisation croissante de l'informatique et la réalité omniprésente d'Internet, la plupart des pays ont cherché à examiner les problèmes de traitement des données par l'adoption de lois spécifiques, notamment en cherchant à donner au sujet des données recueillies des droits pour accéder aux données le concernant et en cherchant

à empêcher la mauvaise utilisation de telles données, comme, par exemple, par des gouvernements ou des entreprises du secteur privé qui sont actives dans le secteur du commerce par voie électronique.

- 3) Les réponses, ainsi que notre discussion, reflétaient le fait que parallèlement au développement de la protection de la vie privée, certains pays ont adopté des lois spécifiques accordant des droits au citoyen pour avoir accès à l'information détenue par les autorités publiques. Les délégués de la commission ont accueilli les développements dans ce domaine.
- 4) La question du partage des données personnelles détenues par un organisme public avec un autre organisme public s'est révélée importante. Elle a été abordée de diverses manières par la plupart des pays par l'intermédiaire de textes de lois. Les membres de la commission ont noté qu'il semble y avoir une tendance à assouplir les restrictions sur le partage, aussi bien au palier national qu'à l'échelle internationale, notamment, à des fins fiscales ou d'activités terroristes. La commission d'études croit qu'il est pertinent et important d'avoir une vigilance continue à l'égard de tels développements.
- 5) Enfin, nous avons observé que le débat vigoureux sur la vie privée reflétait non seulement l'intérêt des participants dans le sujet mais également un intérêt dans la façon selon laquelle divers pays tentent de faire face aux problèmes croissants inhérents à la progression d'Internet et sa nature généralement contrôlable.

Le sujet de discussion de l'année prochaine est le suivant : « les problèmes transfrontaliers face à une globalisation croissante » comme l'indique une série de scénarios factuels individuels.

Nous remercions les vice-présidents de la commission d'études – Carole Besch de Luxembourg, et Zila Zfat d'Israël – de leur contribution toujours utile et sage au travail de la commission au cours des deux dernières années.

Voici les nouveaux dirigeants de la deuxième commission d'études :

Présidente – Zila Zfat (Israël)

Vice-présidents -- Reiner von Sutphen (Hollande)

Jennifers Davies (Australie)

Merci.